

Accord-cadre refusé, Rafale recalé: deux coups bas portés à la France selon le professeur Gilbert Casasus

Renoncer à la politique de l'uppercut



« PIERRE-ANDRÉ SIEBER

Suisse-France » Les rapports avec notre grand voisin vont-ils s'améliorer après les présidentielles françaises? Si Emmanuel Macron est réélu, la Suisse devra composer avec un président qui ne la porte pas dans son cœur. Le Conseil fédéral devra redoubler de diplomatie pour faire oublier les deux uppercuts assés à la France à la suite du refus de l'Accord institutionnel et du choix de l'avion de combat américain F-35A au détriment du français Rafale. Les explications de Gilbert Casasus, professeur au Département d'études européennes de l'Université de Fribourg.

Pourquoi nos relations avec la France sont-elles au plus bas?

Gilbert Casasus: Si j'étais diplomate, je dirais que les relations avec la France sont compliquées. Il y a une vision négative du mot compliqué qui veut dire que ces relations sont ardues. Il y en a une autre plus positive qui montre qu'elles sont complexes et que dans cette complexité, il faut faire la part entre le bon grain et l'ivraie.

Sans jeu de mots déplacé, ce sont les montagnes russes?

Avec notre voisin, il y a eu une phase ascendante qui s'est manifestée du temps où François Mitterrand avait de très bonnes relations avec le conseiller fédéral Adolf Ogi. C'est l'objet du livre de mon étudiant Bastien Nançoz sur les voyages de Mitterrand en Suisse. Il y a une deuxième phase positive sous Chirac, puis une descendante sous Sarkozy. Plus proche de nous, on enregistre à nouveau une phase ascendante avec François Hollande et mainte-



Après un bras de fer entre Guy Parmelin et Ursula von der Leyen en 2021, le renoncement à l'Accord-cadre été dur à encaisser pour Paris. Keystone

nant une descendante sous le quinquennat Macron.

Des signes d'apaisement ont-ils été mal compris par la Suisse?

Sous François Hollande, deux événements ont symbolisé une main tendue à la Suisse. On l'a oublié, mais Simonetta Sommaruga faisait partie du premier rang lors de la grande manifestation qui a suivi les attentats contre Charlie Hebdo en 2015. Ce geste traduisait les bons rapports politiques entre François Hollande et la conseillère fédérale, de même qu'une sorte d'attachement entre les deux pays.

Le voyage officiel du président français en avril 2015 constitua le second événement au cours duquel la France tentait de trouver un terrain d'entente et d'explication de la position européenne, à la suite de



« Nous sommes dans une période du chacun pour soi »

Gilbert Casasus

l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse le 9 février 2014. Mais malheureusement, la Suisse n'a pas compris le sens de cette visite.

L'UDC est-elle un grain de sable dans ces relations?

L'UDC n'a pas du tout apprécié le rapprochement politique entre Simonetta Sommaruga et François Hollande. Elle n'a pas compris que le rapprochement de vues entre les deux personnalités dépassait clairement les amitiés politiques et partisanes pour prendre une dimension binationale.

Est-ce que le refus de l'Accord-cadre ainsi que l'échec du Rafale illustrent nos difficultés?

Oui. D'une part, le refus de l'Accord-cadre institutionnel en mai 2021 et le 30 juin de cette

même année le choix du nouvel avion de combat qui s'est porté sur le F-35A américain, au détriment du Rafale français sont des échecs majeurs. Les Français ont eu à supporter ces deux refus. Arrivés l'un après l'autre, la France les a ressentis comme deux uppercuts.

Deux uppercuts, coup sur coup, c'est dur à accepter...

Oui. Je pense que les Français n'étaient pas prêts à encaisser ces deux coups. Idem pour l'initiative Stick to science pour faire participer les scientifiques britanniques et suisses aux programmes européens. Dans le contexte du Brexit, où la France éprouve de nombreuses difficultés avec la pêche anglaise, cette initiative revenait à lancer un autre filet de la discorde. Scientifiquement concevable, cette idée

est politiquement indéfendable. Elle ne fait pas preuve d'un grand doigté politique, alors que le temps devrait être celui de la résilience et du retour d'un bon climat de confiance franco-suisse.

Est-ce que la direction du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) par Ignazio Cassis porte une responsabilité dans cette situation?

Il y a certainement un effet «reset» sur la relation franco-suisse. Ce «reset» européen ne pouvait qu'avoir des conséquences sur les relations que la Suisse entretient avec les autres pays membres de l'UE, dont la France. En septembre dernier, lors de la publication du livre de Micheline Calmy-Rey sur la neutralité, François Hollande et l'ancienne cheffe du DFAE ont clairement manifesté leur désaccord. Mais c'était un désaccord qui donnait lieu à une discussion de haut niveau au cours de laquelle les deux contradicteurs ont su surmonter leurs divergences. Malheureusement, ce n'est pas toujours le cas, car nous sommes dans une période de chacun pour soi et de retenue vis-à-vis de l'autre. C'est toujours là l'expression d'un malaise.

Vous êtes très pessimiste...

J'ai la certitude que la France mais aussi l'espace francophone voient d'un mauvais œil l'influence croissante qu'à le monde anglophone mais aussi allemand dans la gestion quotidienne culturelle, universitaire et scientifique de la Suisse.

Il y a trop de professeurs allemands dans les universités suisses et pas assez de français?

On peut le dire ainsi, également en Suisse romande. Comparez le chiffre des universitaires français et allemands en Suisse et vous aurez tout compris! Cela signifie que des relais culturels et universitaires s'amoin-drissent. L'esprit francophone et l'intérêt pour la langue française sont en diminution. Voilà qui ne contribue pas à l'amélioration des relations entre la Suisse et la France. »

« Emmanuel Macron, l'homme fort de l'UE »

Le fait que la Suisse serve de refuge aux fortunes françaises a aussi joué un rôle dans la détérioration de la relation?

Gilbert Casasus: Il y a une moralisation de la gestion des grandes fortunes privées par les grandes banques suisses. La Suisse n'y était pas préparée. Il ne faut pas non plus jeter le bébé avec l'eau du bain. Côté moralisation, la France n'a pas été non plus exempte de tout reproche dans d'autres domaines. Prenons l'exemple de l'immigration et des politiques sociales. En France, il y a des inégalités sociales qui sont beaucoup plus grandes qu'en Suisse et il est important que notre voisin en prenne conscience.

Est-ce que le fait qu'on ait perdu, avec Emmanuel Macron, la bienveillance du président, est finalement le pire qui nous soit arrivé?

Je pense que vous avez raison sur la comparaison avec Sarkozy qui ne portait pas la Suisse dans son cœur. Mais comparaison n'est pas raison. Je pense que Macron aurait été mieux disposé vis-à-vis de la Suisse s'il n'y avait pas eu le refus de l'Accord-cadre et le renoncement à l'achat du Ra-

fale. S'ajoutent aussi des faux pas collatéraux, tel celui commis lors de la visite de l'ancien Premier ministre français Jean-Marc Ayrault. En novembre 2019, ce dernier était l'hôte d'un grand colloque et la direction de l'Université de Fribourg n'a pas eu l'amabilité de le saluer. Un tel affront laisse des traces négatives. De la même manière, lors du refus de l'Accord-cadre en mai de l'année passée, on a mis les partenaires européens devant le fait accompli. Ce n'est pas très diplomate et dommage.

Concernant l'Accord-cadre, aucun politicien ne voulait risquer la bannière de son parti sur ce dossier en votation populaire avant les élections fédérales de 2023. Manque de goût du risque?

La politique, c'est aussi savoir en prendre! La Suisse ne peut pas être un îlot de l'assurance tous risques. Imaginez-vous que certains grands hommes politiques internationaux n'aient pas pris de risques dans le passé pour les démocraties!

Est-ce que le problème d'Emmanuel Macron avec la Suisse c'est de n'y trouver que des partis à l'ancienne, alors que lui

surfe sur les militants de la République en marche?

Il y a un réel mouvement des plaques tectoniques politiques. On a vu dans nombre de pays que les partis traditionnels s'effondrent. En Suisse, les partis en place semblent mieux résister qu'en France ou en Italie. Je dis semble, parce qu'on voit émerger des partis comme les Verts libéraux. Peut-être que la formule magique du Conseil fédéral sera un jour beaucoup moins magique qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Si Emmanuel Macron est réélu, la donne pour la Suisse ne va-t-elle pas rester la même?

S'il l'emporte, il sera en poste pour 5 ans et ce sera son dernier mandat. Il n'a plus dès lors de comptes à rendre à son électeurat et au peuple. Il est clair et net que l'un de ses principaux axes sera la politique étrangère et européenne. Et quand on regarde aujourd'hui le paysage politique européen, force est de constater qu'avec le départ d'Angela Merkel, il sera l'homme fort de l'UE. La Suisse devra en tenir compte. » PAS

LES SANCTIONS SUISSES, UN BON POINT

Si Emmanuel Macron l'emporte les 10 et 24 avril prochains, celui qui assume la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne (UE) ne fera pas de cadeau à la Suisse qui cherche à obtenir un régime qui lui est favorable. «Entre la Suisse et le président français, c'est un jeu de je t'aime moi non plus», explique Gilbert Casasus, professeur au Département d'études européennes et de slavistique de l'Université de Fribourg. «Si la Suisse continue à jouer sa politique de l'uppercut, le ventre français se fera plus résistant. Mais, il n'y a aucun intérêt à conserver cette politique de conflits. J'appelle de mes vœux que la Suisse fasse preuve de plus de souplesse envers la France et vice versa.»

Le professeur serait le premier heureux qu'Emmanuel Macron effectue un voyage officiel en Suisse, ce qu'il n'a encore jamais entrepris. «Notre pays ne fait certes pas partie de ses priorités. Toutefois, la Suisse

ne peut pas rester dans l'état où elle est avec l'UE. Jusqu'aux élections fédérales de 2023, rien ne va bouger en Suisse. Après, il faudra trouver un modus vivendi avec l'UE, quel que soit le conseiller fédéral en charge du DFAE.»

Au plus bas dans ses relations avec la France, la Suisse vient toutefois de marquer des points lors des sanctions prises contre la Russie. «Les Français ont été positivement surpris par la position de la Suisse dans les sanctions contre la Russie», conclut Gilbert Casasus. «La France s'est félicitée que la Suisse ne tombe pas dans la neutralité idéologique. Pour l'UE, la guerre en Ukraine pose énormément de problèmes pour son avenir stratégique et politique. L'Europe ne pourra pas faire l'économie d'un débat sur la défense européenne. La Suisse va invoquer la neutralité mais ne pourra pas non plus faire abstraction d'une réflexion stratégique.» PAS